PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958 - 23me CIRCONSCRIPTION

Citoyennes, Citoyens,

A l'heure où tant d'hommes politiques, à l'affût de « slogans », à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, de changement d'étiquettes et d'élus représentatifs, le PARTI SOCIALISTE affirme que les solutions ne sont pas là.

Certes, les Institutions n'étaient pas parfaites et elles devaient, tôt ou tard, être révisées.

Il devenait impossible, au nom de la démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le Pays de Gouvernement et les Gouvernements d'autorité.

LA DEMOCRATIE A CE STADE DEVENAIT UNE CARICATURE.

LA DEMOCRATIE CE N'EST PAS CELA.

La délégation de pouvoirs que les élus reçoivent du suffrage universel ne doit pas oboutir à l'affaiblissement de la République.

ELLE ALLAIT A LA DERIVE.

Si elle n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants : LA PRESENCE DE DE GAULLE A LA TETE DU GOUVERNEMENT ET LA COLLABORATION DE GUY MOLLET.

Sans la présence de ces deux hommes, la République ne pouvait être sauvée.

Le Pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements et, sans doute, la guerre civile.

Le prestige réel et incomparable de l'un, l'audience, faite de raison et d'expérience, de l'autre, ont permis ce que l'on a appelé à l'Etranger le « miracle français ».

IL FAUDRA ENCORE DE LONGS MOIS POUR QUE LA FRANCE RETROUVE SON EQUILIBRE.

Nous sommes heureux de rappeler que le Général de Gaulle, pour réaliser ce « miracle français », a fait appel à notre Candidat, à **Eugène THOMAS**, qui avait été un de ses officiers pendant la clandestinité et son collaborateur dans ses deux gouvernements d'après la Libération.

Eugène THOMAS a été un des rédacteurs de la Constitution acceptée par 80 % des Françaises et des Français le 28 Septembre ; au cours des discussions gouvernementales sur les textes constitutionnels, il a défendu avec vigueur l'idée de faire, des Maires de nos Communes, des Adjoints, des Conseillers Municipaux, LES ELECTEURS DU FUTUR PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Dans les discussions sur la loi électorale il a vigoureusement combattu pour le retour au scrutin uninominal voulu par l'immense majorité des électeurs.

Toutes celles et tous ceux qui ont voté « Oui », tous ceux qui voulaient le retour au scrutin d'arrondissement ne peuvent pas avoir d'autre candidat qu'Eugène THOMAS.

Et ceux qui, aujourd'hui, se livrent à des jeux fantasques, puérils et vains, portent condamnation sans balayer devant leur porte, cherchent par des artifices à accabler les autres de leurs propres fautes, risquent de rendre inhabitable l'édifice, encore fragile, mis à notre disposition.

LES FAITS SONT DES FAITS.

Le Parti Socialiste ne craint pas de confronter son action avec les faits. Il souhaite trouver en vous des femmes et des hommes qui puisent des leçons dans la réalité, parfois très dure.

Sans forfanterie mais sans faiblesse, il est prêt à se soumettre à la critique souvent facile, apanage des hommes libres.

Mais la critique serait-elle juste si elle englobait les uns et les autres,, sans restriction aucune, dans une même réprobation ?

Le Parti Socialiste a courageusement pris les responsabilités les plus lourdes, en 1956, dans une Assemblée où il ne disposait que de cent élus sur six cents.

Qui oserait affirmer que GUY MOLLET n'a pas rempli noblement son devoir, amélioré la condition du Monde du Travail, redonné confiance au Pays et ne lui a pas fait retrouver une audience internationale à laquelle nous n'étions plus habitués ?

Pendant 16 mois, il a su insuffler du sang nouveau à l'Economie nationale, sauver l'Algérie menacée et convoitée de partout et préparer, par d'audacieuses réformes, un avenir meilleur pour notre jeunesse.

NOTRE FIDELITE A L'EGARD DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES N'A JAMAIS PU ETRE CONTESTEE, ELLE A ETE PARFAITE ET SANS DEFAILLANCE.

Quand, après de longues crises ministérielles, nos hommes, parmi les plus valeureux, entrèrent au

Gouvernement, leur loyauté fut totale, sans d'autres exigences que le respect des engagements souscrits, sans d'autres prétentions que de servir les travailleurs et le Pays.

Et, chaque fois, Robert LACOSTE, un homme courageux, un compagnon de la Résistance, fut maintenu à un poste délicat entre tous, souvent récusé par les censeurs agressifs que nous lui connaissons aujourd'hui.

LA REPUBLIQUE, AVEC DE TELS HOMMES, CONSERVAIT SON PLEIN SENS. Elle était virile sans asservir l'esprit. Elle allait dans le sens de la vie et de la dignité sans afflaiblir les droits de l'homme.

A l'heure du choix et des options, elle affirmait la primauté du travail.

PACIFISTE, elle recherchait passionnément, mais sans faiblesse, les moyens de conjurer les dangers et, à cet effet, entretenait des rapports étroits avec tous ceux qu'un même destin unit et rapproche.

FIDELE A SA MISSION, elle préparait, avec une loi-cadre, la magnifique communauté des peuples libres et associés que le Référendum du 28 Septembre dernier a consacrée.

COMPREHENSIVE ET ATTENTIVE au lent cheminement des idées, elle avait reconnu la personnalité algérienne et décidé qu'après le silence des armes, des élections libres, dans le plein sens du terme, désigneraient des interlocuteurs valables avec qui elle pourrait définir les conditions nouvelles d'une vie commune.

HUMAINE ET JUSTE, elle avait largement amélioré la législation sociale et accordé aux Vieux Travailleurs une réparation amplement justifiée.

UNE POLITIQUE IRREVERSIBLE DE JUSTICE SOCIALE faisait franchir un nouveau pas vers la libération de l'homme.

DAVANTAGE DE JOIE DE VIVRE avec le plein emploi.

DAVANTAGE DE LIBERTE avec la prolongation des congés payés.

DAVANTAGE DE PERSPECTIVES avec les investissements rentables garantissant pour l'avenir le travail des jeunes.

AVEC DE TELS HOMMES, LA REPUBLIQUE, COMME EN 1936, AVEC LEON BLUM, SALENGRO ET LEBAS, AVAIT RECONQUIS LA CONFIANCE DU PAYS ET LE MONDE DU TRAVAIL Y RETROUVAIT SA PLACE.

ILS N'EN VOULAIENT PAS.

La Droite classique, les poujadistes et les communistes ont chassé GUY MOLLET et plongé dès ce moment, le Pays dans l'Aventure.

FINIE LA STABILITE MINISTERIELLE !

INTERROMPUE L'EXPANSION ECONOMIQUE !

ARRETE LE FREINAGE DES PRIX !

LA CONCLUSION ETAIT INEVITABLE.

Le Pays désemparé a assisté passivement au déroulement des événements de Mai et approuvé, reconnu, dans son ensemble, l'héroïque position prise par le PARTI SOCIALISTE POUR SAUVER LA REPUBLIQUE.

Ne pas reconnaître cet effort, nier que la présence de GUY MOLLET au sein du Gouvernement DE GAULLE conditionnait le retour à une vie normale et préparait pour demain le libre fonctionnement des Institutions rénovées, c'est délibérément falsifier la vérité.

Le but de ceux qui nient, qui tentent de s'approprier les mérites des autres est clair : faire élire une Chambre réactionnaire.

Ils veulent, sous des étiquettes les plus diverses et sous couvert de l'unité française, tromper le corps électoral.

MAIS, ON NE RESOUT PAS LES PROBLEMES ECONOMIQUES, FINANCIERS ET SOCIAUX A COUPS DE CLAIRON.

Il faut les prendre résolument un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

LE PARTI SOCIALISTE CONNAIT LES BESOINS DE NOTRE ECONOMIE ET SON PROGRAMME MINIMUM DE GOUVERNEMENT EST ADAPTE AUX CIRCONSTANCES.

AU POUVOIR, IL S'EFFORCERA DE LE REALISER, FIDELE AUX ENGAGEMENTS PRIS, INSENSIBLE AUX SOLLICITATIONS ET AUX PRESSIONS D'OU QU'ELLES VIENNENT.

CITOYENNES, CITOYENS,

En vous présentant les citoyens **Eugène THOMAS**, candidat du PARTI SOCIALISTE S.F.I.O., et Léon CONSTANT, comme suppléant, le Comité Electoral de la 3e Circonscription d'Avesnes, vous demande de lui faire confiance.

INTERPRETE FIDELE DE VOTRE VOLONTE, VOTRE ELU SAURA, EN CONSCIENCE ET AVEC DEVOUEMENT, DEFENDRE NOTRE BELLE CIRCONSCRIPTION, SANS OUBLIER LES INTERETS SUPERIEURS DE LA NATION.

VU, LES CANDIDATS.

ATTENTION : Tout bulletin raturé, rayé, sera déclaré nul.

Imp. O.S.A.P., 209, rue d'Arras - Lille - Elections Novembre 1958